

**Reportage photo – du 27 janvier au 4 février**

## **Des actions à l'échelle mondiale pour exiger un cessez-le-feu et condamner l'attaque contre l'agence humanitaire de l'ONU**



Sanaa, Yémen, 2 février 2024

### **CANADA**

#### **Région de la capitale régionale**

Le 28 janvier, près de 3 000 personnes ont marché pour la seizième fin de semaine consécutive à Ottawa pour exiger un cessez-le-feu immédiat et pour arrêter le génocide en cours contre le peuple palestinien. Les gens ont commencé à se rassembler peu à peu au Monument pour les droits de la personne pour le rendez-vous de 14 h, scandant leur amour et leur appui au peuple palestinien et sa résistance héroïque. En moins d'une heure, les rangs sont passés de plusieurs douzaines à quelques milliers avant de marcher dans la rue. Une porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a dit que, même au lendemain de la décision de la Cour internationale de justice (CIJ), le Canada continue d'appuyer de façon éhontée le meurtre et le génocide du peuple palestinien.

Elle a dit : « Suite à la décision de la CIJ vendredi dernier [26 janvier], une décision qui n'offrait à peine que le strict minimum auquel notre peuple palestinien a droit, la Cour a avisé Israël de faire tout ce qu'il peut pour empêcher le génocide. Pourtant, notre gouvernement canadien continue de prétendre qu'il n'accepte pas la prémisse de la décision ni les accusations de génocide. Il dit qu'il va continuer d'appuyer le droit d'Israël 'de se défendre' Se défendre contre qui ? ! Les forces coloniales en tant qu'occupants n'ont pas le droit de se défendre. Le peuple palestinien et notre brave résistance ont le droit de se défendre. L'Union européenne et tous les pays d'Europe ont affirmé qu'Israël doit respecter cette décision, mais, honteusement, le Canada rejette cette décision. Nous savons que la libération ne viendra pas d'aucune cour internationale, elle ne viendra pas de politiciens charlatans, elle sera l'unique produit du peuple palestinien et de la brave résistance palestinienne. Notre résistance l'emportera sur l'entité sioniste ! »

Une représentante de Voix juives indépendantes a rappelé que le 27 janvier était l'anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau en 1945 et que l'Assemblée générale des Nations unies avait désigné cette journée comme Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. « En tant que juifs, a-t-elle dit, certains d'entre nous sommes les enfants, les petits-enfants ou des membres de la famille de ceux et celles qui ont survécu les horreurs de l'Holocauste. Face aux meurtres de masse, à la famine, aux déplacements forcés et à la déshumanisation systématiques des Palestiniens par Israël, crimes qui ont été nommés à la Cour internationale de justice, nous réitérons la leçon fondamentale de l'Holocauste : Jamais plus pour personne ! »

Elle a ajouté que le 26 janvier, « la CIJ a décidé qu'il y avait des preuves plausibles permettant de conclure qu'Israël commet un génocide à Gaza. Le Canada a refusé de respecter la décision de la CIJ, rejetant publiquement les mesures conservatoires juridiquement contraignantes demandées par la Cour pour respecter ses obligations juridiques en vertu de la Convention de l'ONU sur la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée en 1948 en tant que conséquence directe de l'Holocauste. Nous exigeons que le Canada appelle à un cessez-le-feu immédiat et à mettre fin au siège de Gaza. Le Canada doit abroger sa décision éhontée de suspendre le financement de l'UNRWA [Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient]. »







28 janvier

Halifax





27 janvier

Québec  
Rimouski





28 janvier

## Montréal

Les Montréalais sont de nouveau descendus dans la rue au cours de la semaine du 27 janvier au 2 février. Ils ont demandé un cessez-le-feu immédiat à Gaza et exigé que les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que quatre universités montréalaises prennent une position de principe pour soutenir le droit à résister du peuple palestinien et son droit d'être.

Le 27 janvier, pour la 17e semaine consécutive, près de 500 personnes se sont rassemblées devant le Consulat d'Israël, lourdement gardé par la police de Montréal et barricadé pour empêcher quiconque de s'approcher de l'entrée principale du bâtiment. Munis de bannières et de pancartes, les participants ont marché et se sont arrêtés devant le consulat des États-Unis, l'action se terminant devant le consulat d'Égypte. Ils ont écouté des discours dénonçant l'hypocrisie du gouvernement Trudeau, qui a refusé de prendre une position de principe à l'égard de la récente déclaration de la Cour internationale de justice sur le rôle d'Israël dans le génocide de la population de Gaza, tout en s'empressant de rejoindre le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres pays qui ont suspendu le financement de l'UNRWA, ce qui affectera, comme l'a fait remarquer l'un des orateurs, tous les camps de réfugiés palestiniens en Cisjordanie, en Jordanie et au Liban, pour n'en citer que quelques-uns.

À l'extérieur du consulat égyptien, une oratrice a déclaré : « Alors que nous célébrons le 13e anniversaire de la révolution égyptienne sur la place Tahrir, nous exigeons l'ouverture inconditionnelle du point de passage de Rafah, permettant l'entrée de toute l'aide à Gaza [...]. C'est le test. Le test, c'est que les Égyptiens n'ont pas fait leur révolution uniquement pour améliorer leur situation, mais aussi pour établir un État juste. [...] Gaza est rattachée à la conscience du monde entier. Ensemble, nous briserons les chaînes de l'oppression, ensemble, nous briserons le siège de Gaza ! ». À la fin de la marche, le nombre de participants s'élevait à plus d'un millier.





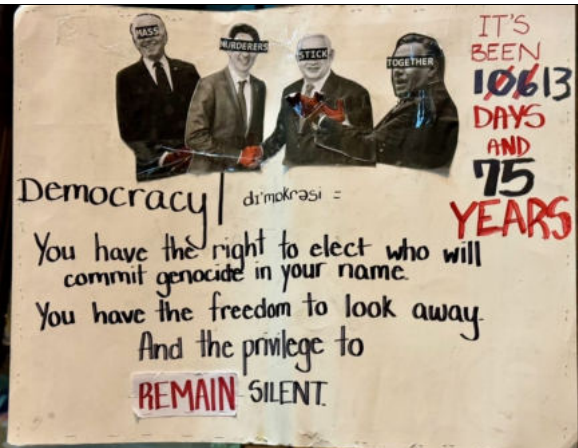
28 janvier

Le 2 février en après-midi, à l'appel d'organisations étudiantes défendant les droits humains des Palestiniens sur les quatre campus universitaires de Montréal, des débrayages ont été organisés à l'UQAM, à l'Université de Montréal (UdeM), à McGill et à Concordia. Des centaines d'étudiants se sont rassemblés à McGill pour écouter les discours des représentants pour les droits humains des Palestiniens (SPHR McGill), des professeurs de McGill et des organisations étudiantes telles que celle représentant les étudiants algériens sur le campus. Ils ont tous dénoncé la politique de deux poids deux mesures de l'administration de McGill lorsqu'il s'agit de prendre position sur la Palestine. De là, ils ont marché jusqu'à la rue Sherbrooke où ils ont rencontré les étudiants de Concordia pour entendre d'autres discours.

Un représentant du SPHR Concordia a notamment déclaré : « Depuis trois mois, les étudiants de Concordia et de McGill luttent contre leurs administrations et les exhortent à cesser de financer les bombardements non seulement de civils, d'hôpitaux, d'ambulances, de camps de réfugiés, de journalistes, mais aussi d'universités à Gaza. [...] On nous a appris que toutes les universités sont fondées sur la liberté d'expression et d'éducation. [...] « Bien que complaisante à l'égard d'un génocide qui a délibérément ciblé les universités et les écoles [...] nous devons poser cette question à l'Université Concordia : qu'est-ce qui est le plus violent ? Lutter pour un génocide ou lutter pour sa fin ? »

Les étudiants, dont le nombre avoisinait les 500, sont retournés dans les rues et ont marché pendant une heure jusqu'à l'UQAM, où ils sont entrés dans le bâtiment principal de l'université avec leurs bannières et pancartes jusqu'à l'agora où ils ont rencontré d'autres étudiants de l'UQAM et de l'UdeM, avec d'autres chants, slogans et discours qui ont résonné dans le bâtiment pendant une autre heure.

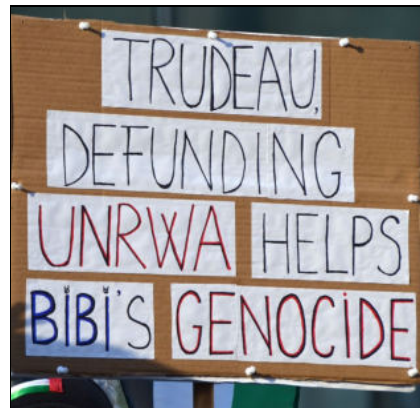








2 février





4 février

## Ontario

### Toronto

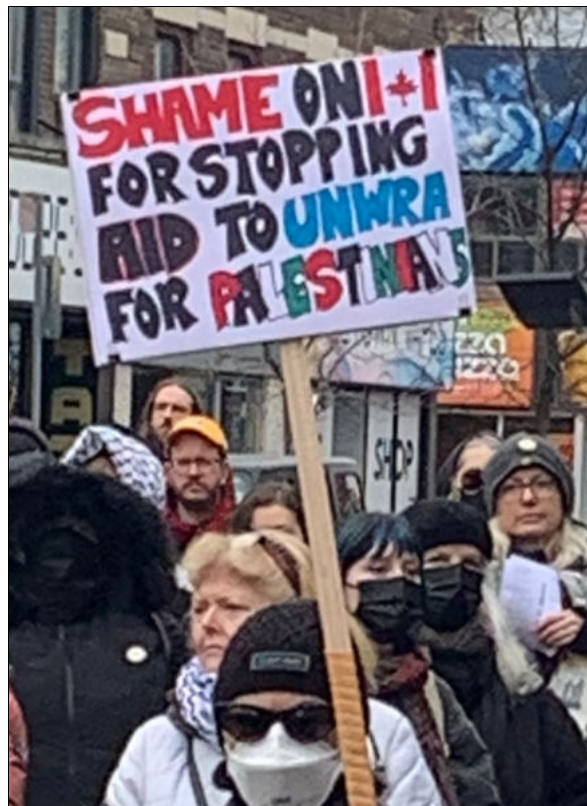
Le 28 janvier près de 600 personnes se sont rassemblés en solidarité avec le peuple palestinien pour exiger un cessez-le-feu, l'arrêt du génocide israélien à Gaza et de l'occupation israélienne et une Palestine libre du fleuve à la mer.

Appelé par Davenport for Ceasefire et Parkdale-High Park for Palestine, l'événement a commencé par un rassemblement au bureau de circonscription de la députée libérale de Davenport Julie Dzerowicz, pour ensuite marcher le long de la rue Bloor ouest jusqu'au bureau de circonscription d'Arif Virani, député libéral de Parkdale High Park et ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Les deux députés ne font que répéter ce que dit Trudeau et refusent de condamner le génocide. Les manifestants ont dénoncé leur lâcheté et leur refus de représenter les revendications de leurs électeurs et du peuple canadien. Virani a été vivement dénoncé en raison de son expérience en tant qu'avocat international lors du procès contre le Rwanda pour génocide.

Des orateurs ont pris la parole à chaque bureau. Un activiste autochtone a rappelé l'histoire éhontée de colonialisme, d'apartheid et de génocide du Canada. D'autres ont dénoncé le rôle du Canada à fournir des armes à la machine de guerre israélienne, disant que cela doit cesser. Les orateurs ont aussi applaudi l'Afrique du Sud pour avoir intenté un procès pour génocide contre Israël à la CIJ. Une oratrice a évoqué la Journée dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, qui était la veille, soulignant que cette journée ne doit pas servir à justifier ce qu'Israël fait aux Palestiniens. « Jamais plus veut dire Jamais plus pour personne, sans exception », a-t-elle souligné.

La marche était électrisante et a été accueillie avec enthousiasme par les résidents locaux qui sont sortis de leurs commerces et des édifices résidentiels pour eux aussi scander des slogans, applaudir et encourager les marcheurs. Ces derniers ont salué les Palestiniens, ainsi que les Yéménites et les



autres combattants de la résistance pour leur défense héroïque de Gaza. Parmi les slogans scandés il y avait : « Palestine libre ! Cessez de fournir des armes au génocide ! Cessez-le-feu immédiatement ! Pas de justice, pas de paix ! Pas de nourriture, pas de paix ! Pas d'eau, pas de paix ! »

Les organisateurs ont appelé les membres de la communauté à parler avec leurs voisins et leurs amis et, dans ces temps difficiles, à appuyer les Palestiniens par tous les moyens. La manifestation s'est terminée avec une prestation musicale enlevante.





28 janvier





4 février

## Windsor

L'action du 28 janvier pour la Palestine a commencé par un rassemblement sur la berge. Les orateurs ont parlé plus spécifiquement de la décision de la CIJ et de la suspension par le gouvernement canadien du financement de l'UNRWA, dont dépendent pour leur survie plus de deux millions de personnes à Gaza.

On a fait valoir que par son attaque contre l'UNRWA le Canada n'était plus seulement complice mais un participant en bonne et due forme au génocide que commet Israël à Gaza. En surcroît, le Canada contrevient directement à la décision de la CIJ qu'il est tenu de respecter en tant que signataire de la *Convention sur le génocide*, ce qui l'oblige à empêcher les actes génocidaires. Cela comprend toute obstruction à l'ordonnance de la cour de « mesures immédiates et efficaces pour pourvoir aux services de base et à l'assistance humanitaire pour répondre d'urgence aux conditions de vie adverses des Palestiniens dans la bande de Gaza ».

Les orateurs ont souligné qu'il était important que les Canadiens continuent de dénoncer les crimes et les violations du droit international commis par Israël et de demander que le Canada cesse son appui éhonté à Israël et cesse de défendre et de participer à ces crimes.

Margaret Villamizar de la Windsor Peace Coalition a dit que le Canada parle de défendre l'état de droit international ou ce qu'il appelle son système fondé sur les règles, mais, a-t-elle demandé, à quoi cela rime-t-il quand, le jour même de la décision de la CIJ que le Canada est dans l'obligation de respecter, il a plutôt suivi l'exemple des États-Unis et coupé le financement de l'UNRWA, punissant encore davantage les victimes de la guerre d'annihilation d'Israël. Une telle mesure ne pourra que mener à l'effondrement de l'agence au moment même où les Palestiniens ont désespérément besoin de services et de l'aide humanitaire que lui seul peut pourvoir. Où sont les mesures contre Israël pour avoir tué 152 membres du personnel de l'UNRWA et bombardé à répétition plusieurs de ses installations à Gaza, a-t-elle demandé ? Elle a souligné que c'est la résistance des Palestiniens et des peuples du monde parlant en leur propre nom, défendant les droits du peuple palestinien et trouvant des moyens pour tenir le Canada pour responsable de son appui aux crimes d'Israël et des États-Unis qui seront décisifs pour arrêter le génocide.

Malak Alhajsaleh de Windsor4Palestine a commencé par applaudir l'Afrique du Sud pour son plaidoyer courageux accusant Israël de génocide à la CIJ. Mais, a-t-elle dit, le fait que la cour n'a pas ordonné à Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires contre Gaza, comme l'avait demandé l'Afrique du Sud, et lui a plutôt demandé de remettre un rapport dans un mois dressant une liste des mesures prises, le jugement de la cour ressemble davantage à un devoir qu'on donne à des élèves plutôt qu'une mesure sérieuse pour arrêter le génocide en cours. On ne peut pas mettre sur pause un génocide comme pour un jeu vidéo, a-t-elle dit, accusant Justin Trudeau et

Mélanie Joly d'être des partenaires d'Israël responsables d'affamer activement le peuple de Palestine. En tant que citoyens canadiens, a-t-elle dit, nous exigeons que le Canada appuie les mesures ordonnées par la CIJ visant à protéger les Palestiniens à Gaza du génocide et que le Canada mette fin à sa complicité et son implication dans ces crimes de guerre.

« Nous sommes tous rassemblés ici aujourd'hui pour dire à notre premier ministre de se prononcer et de représenter nos voix et celles de la majorité des Canadiens », a-t-elle conclu, appelant tout le monde à continuer de prendre la parole et de venir aux manifestations hebdomadaires un peu partout dans la ville jusqu'à ce que la Palestine soit libre et que la Nakba cesse d'être vécue d'une génération à l'autre comme c'est le cas pour quatre générations de sa famille.

Le rassemblement a été suivi d'une marche d'une heure dans les rues du centre-ville où les participants ont scandé des slogans et reçu l'appui des gens qu'ils croisaient en chemin.



28 janvier







4 février

**Alberta  
Edmonton**



28 janvier

## Calgary

Des centaines de personnes se sont rassemblées devant l'Hôtel de ville de Calgary le 28 janvier pour une marche pour Gaza pour le 113e jour du génocide en cours contre le peuple palestinien. Un orateur pour Justice for Palestinians (JFP) a parlé des récents développements sur le génocide israélien en cours à Gaza et de la décision de la Cour internationale de justice et de la signification de la décision, suivi de commentaires sur les victoires des combattants de la résistance à Gaza. Il a expliqué que la résistance « mène une lutte de guérilla contre ce qui est censé être l'une des armées les plus avancées sur le plan technologique et qui n'a pas réussi à détruire la résistance et qui, en réalité, perd sur le plan militaire face à une résistance qui inflige de sérieux dommages à l'équipement et aux forces israéliens ».

Il a informé les gens sur le sort d'un citoyen canadien, Mansour Shouman, de Calgary, un journaliste et travailleur humanitaire qui a été porté disparu et qu'on croit détenu par Israël, probablement par les Forces de défense israéliennes (FDI). JFP appelle tout le monde à téléphoner au premier ministre, à la ministre des Affaires étrangères et à leur propre député pour exiger du gouvernement canadien qu'il prenne les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de Mansour et qu'il voit à ce qu'il soit libéré immédiatement. La mère de Mansour, la docteure Mai Hussein, a ensuite parlé aux gens rassemblés via téléphone. Elle a dit : « Bonjour, je suis très contente de vous parler en ce moment. Veuillez s'il vous plaît tout faire pour chercher Mansour et découvrir où il se trouve en ce moment. Nous pensons qu'il a été pris par les FDI si nous nous fions à des témoins oculaires. Demandez au gouvernement où il se trouve et exigez qu'il soit en sécurité et qu'il puisse retrouver sa famille. Il était un bénévole civil qui a aidé à faire connaître les paroles du peuple de Gaza à l'échelle internationale. Il a quitté sa famille et son travail et a mis sa vie en péril pour aider les gens sur le terrain. J'espère que vous pourrez faire tout ce que vous pouvez pour demander au gouvernement de trouver Mansour et de le ramener à la maison ». Les gens présents ont applaudi à tout rompre et certains ont crié « nous vous aimons ». Pour signer la pétition exigeant la libération immédiate de Mansour Shouman, cliquez [ici](#).

Des orateurs du Conseil palestinien de Calgary, dont l'un d'eux a perdu vingt membres de sa famille au génocide à Gaza, ont parlé des récentes allégations au sujet de l'UNRWA et des coupures au financement de l'UNRWA par le gouvernement canadien et d'autres pays. Il a dit : « Il est très préoccupant que cela se soit produit au lendemain de la décision de la CIJ. Était-ce une coïncidence ? Non ! Cela fait partie du plan visant le nettoyage ethnique de tous les Palestiniens où qu'ils soient. Cela fait partie de ce plan et nous devons nous y opposer. Honte à notre gouvernement d'avoir agi si rapidement pour couper le financement de l'UNRWA. » Suite aux discours, les participants ont marché vers l'édifice fédéral Harry Hays où plusieurs personnes ont fait de brefs commentaires contre la complicité du gouvernement canadien au génocide à Gaza, exigeant qu'il appelle à un cessez-le-feu et les appelant à rendre des comptes pour leurs crimes et répétant le slogan « *Justin Trudeau tu verras, la Palestine sera libre, Mélanie Joly tu verras, la Palestine sera libre.* » La marche a traversé le centre-ville pour ensuite retourner à l'Hôtel de ville pour une session de tribune libre.





28 janvier



4 février

**Colombie-Britannique**

**Coquitlam**



28 janvier

## Vancouver



28 janvier



1er février, blocus de Port de Vancouver pour exiger l'arrêt des expéditions d'armes à destination d'Israël

**Victoria**



28 janvier

**Duncan**



3 février

ÉTATS-UNIS  
Chicago, Illinois



27 janvier



Le Conseil municipal adopte une résolution demandant un cessez-le-feu à Gaza, le 31 janvier.

### Washington, DC



Le 30 janvier, la manifestation au sein du Congrès contre le définancement de l'UNRWA





Fermeture de quatre autoroutes, 1er février.

### New York, New York



27 janvier



4 février

EUROPE  
Angleterre  
Londres





27 janvier





4 février

Ipswich



27 janvier

Ramsgate



27 janvier

Canterbury



27 janvier

Brighton



27 janvier

## Nottingham



27 janvier

## Birmingham



29 janvier

## Wolverhampton



27 janvier

## Liverpool



27 janvier

## Manchester



4 février

Écosse

Glasgow



27 janvier

Édinbourg



3 février



**Irlande  
Belfast**



27 janvier



**Limerick**



27 janvier

Allemagne  
Berlin





28 janvier



4 février

## Munich



4 février

## Vienne, Autriche



27 janvier



3 février

Toulouse, France



27 janvier

Madrid, Espagne



28 janvier

## Athènes, Grèce



4 février

## ASIE Al-Yamun, Palestine



Funérailles, le 29 janvier 2024, d'un jeune Palestinien, Thaer Hammo, tué par les Forces de défense israéliennes à al-Yamun, une ville à l'ouest de Jénine.

## Sanaa, Yémen



2 février

## Amman, Jordanie



2 février

## Manama, Bahreïn



27 janvier, manifestation contre la 5e flotte de la marine américaine stationnée dans la ville



## Jakarta, Indonésie



29 janvier

## Manille, Philippines



3 février

## AMÉRIQUE LATINE Managua, Nicaragua





30 janvier, Inauguration de l'avenue Gaza à Managua en hommage à la résistance et à l'héroïsme du peuple palestinien

## Colombie Bogota



27 janvier

## Medellin



27 janvier

## OCÉANIE Melbourne, Australie



31 janvier, blocage de l'usine HTA fabriquant des pièces pour l'armée israélienne





3 février



---

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)